



LE 1er MAI 2021

ENSEMBLE, POUR LES DROITS SOCIAUX ET LES LIBERTES

Depuis plus d'une année, la pandémie liée à la Covid bouleverse la vie, le travail, les libertés individuelles et collectives des populations sur tous les continents.

En France, le 1^{er} mai, journée internationale des travailleuses et travailleurs va, une nouvelle fois se dérouler dans un contexte de crise sanitaire.

La persistance de la circulation du virus est rendue plus alarmante par l'insuffisance des moyens de notre système de santé publique, moyens matériels et humains dans les établissements hospitaliers, médicaux sociaux ou encore dans les déserts médicaux.

Ce constat indéniable de difficultés d'accès aux soins trouve ses causes dans les choix budgétaires visant à faire toujours plus d'économies. Pour nos organisations, il est temps de mettre en œuvre un plan d'urgence pour rebâtir un système public de santé à hauteur des besoins.

Le « bout du tunnel » tant espéré est également ralenti par une carence d'approvisionnement en vaccins. L'insuffisance de moyens consacrés à la recherche publique et à la production du médicament n'est pas sans lien avec cette situation de pénurie.

Les organisations signataires renouvellent leur demande d'une mise à disposition accélérée de vaccins sûrs et efficaces pour toutes les personnes qui le souhaitent.

Cette crise sanitaire se double d'une crise économique et sociale très grave malgré les dispositifs mis en œuvre et malgré la solidarité de notre système de protection sociale.

Pourtant, l'emploi et les salaires sont affectés et pourraient l'être durablement.

De trop nombreux plans de licenciements, de restructurations injustifiées, de délocalisations d'activités avec leur cortège de suppressions d'emplois sont en cours. Dans notre département, la situation de la Sam, avec des salariés en grève depuis le 14 avril, vient le confirmer.

Beaucoup d'entreprises ont pourtant bénéficié d'aides publiques importantes sans aucune contrepartie, l'usine Bosch à Rodez qui s'apprête à supprimer 750 emplois, en fait partie.

Nos organisations exigent leur conditionnalité au respect de normes sociales et environnementales et à la préservation des emplois, tant dans l'industrie que dans les services.

Dans les services publics, comme dans les différentes administrations, les suppressions de postes se poursuivent (Education nationale, ...).

Il est temps de stopper l'hémorragie par des recrutements statutaires indispensables à l'exercice de missions de qualité.

La précarité et la pauvreté gagnent du terrain, en particulier chez les jeunes et les salariés fragilisés par des contrats à durée déterminés. De plus en plus, émerge le sentiment d'une génération sacrifiée.

Nos organisations demandent en urgence un plan de soutien supplémentaire en direction de la jeunesse.

Au lieu de cela, la réforme de l'assurance chômage, rejetée par toutes les organisations syndicales et qui n'a d'autre but que de faire de nouvelles économies, est poursuivie.

Elle pourrait pénaliser plus de 1.7 millions de demandeurs d'emploi, parmi eux les plus précaires et particulièrement les jeunes.

Nos organisations renouvellent leur exigence d'abandon de la réforme aux conséquences désastreuses, et se mobilisent aux côtés des salariés précaires, des intermittents, des saisonniers, intérimaires, etc etc.

Elles militent pour le renforcement de la protection sociale qui passe également par l'abandon définitif de tout projet en matière de retraites.

Le contexte de crise sanitaire conduit aussi à limiter les libertés et le rôle pourtant essentiel du syndicalisme. Nos organisations combattent toutes les entraves à l'activité syndicale et toutes les atteintes aux libertés individuelles et collectives, notamment le droit constitutionnel de manifestation. Elles condamnent la prolongation sans fin de l'état d'urgence et appellent au retrait des dispositions contenues dans le projet de loi sécurité globale et les décrets sécurité intérieure qui mettent en cause ces libertés.

Le 1^{er} mai est une journée qui unit internationalement les travailleurs et travailleuses avec leurs organisations syndicales.

Le progrès des droits sociaux et des garanties collectives est conditionné à ce que tous les peuples puissent vivre en paix et disposent des libertés individuelles et collectives indispensables à leur développement.

Nos organisations CGT, FSU, SOLIDAIRES appellent toutes les travailleuses et les travailleurs à se saisir du 1^{er} mai, partout en France, pour en faire une journée de mobilisation et de manifestation, pour s'engager avec détermination pour l'emploi, les salaires, les services publics. Pour la protection sociale, les libertés et la paix dans le monde.

En Aveyron, à l'appel de la CGT, FSU et SOLIDAIRES

SAMEDI 1^{er} MAI

Participez nombreux et en famille aux rassemblements :

- **Rodez**, 11h, au kiosque du jardin public
- **Decazeville**, 10h30 jardin public
- **Millau**, 11h place Foch
- **St Affrique**, 10h30 devant hôpital Emile Borel
- **Villefranche**, 10h30, devant la Mairie
- **Capdenac**, 10H30 au kiosque

